Bureau international du Travail

Ils Grandissent, Toi Aussi

L'élimination du travail des enfants, un investissement avec d'importants bénéfices

INVESTIR DANS L'ENFANCE

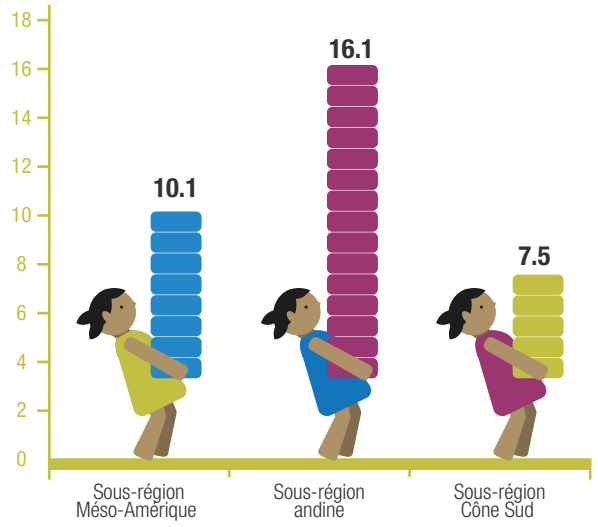
Coûts et bénéfices d'éliminer le travail des enfants en Amérique latine et les Caraïbes

17 pays : L'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, la Colombie, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay

La situation du travail des enfants en Amérique latine et les Caraïbes

Le travail des enfants est un phénomène qui persiste et qui se présente de manière hétérogène dans les différents pays de la région. Il y a une plus forte incidence dans la sous-région Andine (16,1 %) et une proportion inférieure au Cône Sud (7,5 %). Selon les estimations mondiales sur le travail des enfants[1], l'Amérique latine et les Caraïbes a montré des progrès significatifs, réussissant une réduction de 7,5 millions de garçons, filles et adolescents en situation de travail des enfants pendant la période 1995-2015.

Participation des garçons, filles et adolescents âgés de 5 à 17 ans à des activités économiques (%)



Source : OIT. Le travail des enfants en Amérique latine : 2005-2008-2011
Étude spécialisée sur le travail des enfants et son lien avec les objectifs de développement national (inédite).

Des études récentes montrent que la réduction du travail des enfants stagne, tandis que le travail des enfants dangereux augmente. Tout ceci dans un contexte de décélération des économies et un taux élevé de pauvreté des enfants; on estime que 42 % des garçons, filles et adolescents en Amérique latine et les Caraïbes vivent dans des ménages à faible revenu.

Face à cette situation, les pays de la région cherchent des formules rénovées leur permettant d'avancer d'une manière effective dans la réduction du travail des enfants. Une partie de ces efforts est la mise à jour de l'étude sur les coûts et bénéfices de l'élimination du travail des enfants pendant les dix prochaines années (2015-2025)[2].

DONNÉES DE LA RÉGION SELON L'OIT

12.5
millions
de garçons, filles et adolescents âgés de 5 à 17 ans qui travaillent.

8.8%
de tous les garçons, filles et adolescents de la région.

9
millions
de garçons, filles et adolescents en situation de travail dangereux, mettant en péril leur santé, sécurité, moralité et même leur propre vie.

Des chiffres trop importants pour abandonner les efforts et écarter un retour en arrière.

[1] OIT, 2013. Mesurer les progrès dans la lutte contre le travail des enfants : estimations et tendances mondiales entre 2000 et 2012. Disponible sur : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_221514.pdf

[2] Cette recherche reproduit la méthodologie utilisée dans le rapport : OIT, 2005. Construire un avenir, investir dans l'enfance : coûts et bénéfices de l'élimination du travail des enfants en Amérique latine et les Caraïbes. Disponible sur : http://www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document&id=7026

Ces dernières années, l'Amérique latine et les Caraïbes montre une sorte de cercle vertueux en faveur des garçons, filles et adolescents, caractérisé par une plus forte dépense publique en éducation, une majeure assiduité scolaire, une réduction des niveaux de pauvreté (totale et extrême) et une réduction des taux de travail des enfants. La proposition de plus d'investissement contribue à renforcer ce cercle vertueux.

Investir dans l'enfance

COÛTS

Pour estimer les coûts, on a considéré dans cette étude trois volets :

1 Les coûts pour garantir une couverture totale et les coûts pour améliorer la qualité de l'éducation.

2 L'importance des transferts d'argent conditionnés pour couvrir les coûts assumés par les familles qui décident d'envoyer leurs garçons et filles à l'école, lesquels se divisent en coûts directs (uniformes, manuels, transport, etc.) et coûts d'opportunité (les revenus que les familles ne perçoivent plus parce qu'ils envoient leurs enfants à l'école au lieu de les faire travailler).

3 Les coûts des interventions directes pour l'élimination du travail des enfants.

BÉNÉFICES

Pour estimer les bénéfices, on a considéré d'évaluer les gains économiques d'une population plus éduquée et les avantages économiques d'une plus saine.

1 **L'augmentation des revenus futurs** d'une population qui a pu accéder à une scolarité complète, produit de l'augmentation de la couverture et d'une meilleure qualité de l'éducation.

2

Meilleure santé = **vie productive plus longue** } **PLUS DE REVENUS DURABLES**

3 Il existe d'autres bénéfices sociaux dérivés, tels que le bien-être psychique et émotionnel et plus de paix sociale. Ces bénéfices renforcent donc la conclusion principale de l'étude : **que l'élimination du travail des enfants est nettement un investissement qui apportera aux pays d'énormes bénéfices tant économiques que sociaux.**

Investissement dans une meilleure **couverture éducative et de qualité**

L'étude propose d'augmenter
l'assistance scolaire
des enfants en dessous de l'âge minimum d'admission à l'emploi[3]
au 100 % d'ici à 2025,
c'est pourquoi on vise l'élimination du travail des enfants de la tranche d'âge de 5 à 14 ans.

On estime que l'investissement requis pour élargir l'offre éducative est de

US$ 1,046 milliard

par an en moyenne dans la région, distribués comme suit :

- US$ 578,6 millions de dollars dans la sous-région Andine
- US$ 250,8 millions de dollars dans la sous-région Méso-Amérique
- US$ 216,8 millions de dollars dans la sous-région Cône Sud

Investissement avec EGALITE

Acteur clé :
Ministères de l'Éducation

Enseignants
plus nombreux et mieux formés

Cet objectif cependant n'a pas seulement un coût implicite pour le Gouvernement par rapport à l'augmentation de l'offre éducative, mais aussi un coût direct pour les familles qui enverront leurs enfants à l'école. **Ces coûts directs sont le principal facteur qui influence la décision des parents de ne pas les maintenir à l'école.** Il y a en plus des familles qui cessent de percevoir les revenus provenant du travail de leurs enfants (coût d'opportunité).

LE PLAN...

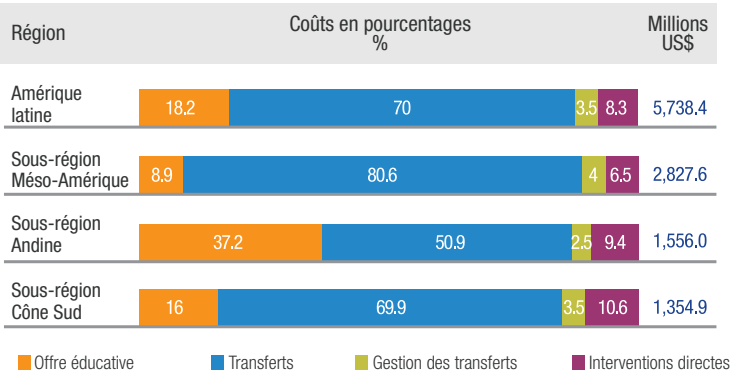
Pour compenser les frais encourus par les familles, l'étude propose de mettre en place des politiques de protection sociale sous la forme de
TRANSFERTS MONÉTAIRES CONDITIONNÉS
pour les familles avec des garçons, filles et adolescents en âge scolaire. Ce programme leur donnera un transfert mensuel d'au moins 30 US$.

Ce programme devrait prendre en charge au moins
11 millions
DE BÉNÉFICIAIRES
par an en Amérique latine et les Caraïbes, ce qui impliquerait un investissement de 4,017 milliards annuels en transferts monétaires conditionnés, ce qui représente un coût estimé de 200 US$ millions pour les Gouvernements.

[3] Il faut préciser que la détermination de l'âge minimum d'admission à l'emploi revient à chaque pays, conformément aux dispositions de la Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138) de l'OIT. Dans la région, il va de 14 à 16 ans.

Par ailleurs, on reconnait que pour éliminer le travail des enfants il faudra améliorer l'offre éducative en qualité et quantité, avec des interventions différentiées pour contrer les pires formes de travail des enfants, notamment le travail dangereux qui est le seul qui arrive à être capturé statistiquement par les enquêtes[4] .

Coût annuel de mise en œuvre de la proposition pour les gouvernements
Moyenne 2015-2025



Source : élaboration propre de l'OIT à partir des résultats de l'étude.

On propose ainsi que d'ici à 2025, les pays mettent en œuvre des programmes de prise en charge directe visant une réduction de 5 % de travail dangereux par an. On estime que cet investissement aurait un coût unitaire de 972 US$, avec un coût total généré de 474 millions de dollars par an.

Tel que le montre le graphique, ce qui représente le coût le plus élevé est le programme de transferts monétaires conditionnés, suivi par le coût d'élargissement de l'offre éducative en termes de quantité et qualité.

En ajoutant le coût des programmes aux frais des Gouvernements, la moyenne est de 5,738.4 milliards de dollars par an à l'échelle latino-américaine, un chiffre qui représente pour chacun des pays le produit intérieur brut (PIB) estimé en 2014.

Pour la plupart des pays, le coût annuel de mise en œuvre est de 0,3 % du PIB ou moins; seulement pour cinq pays il est plus élevé (1,9 % au Honduras ; 1,5 % au Nicaragua ; 1,1 % au Guatemala ; 0,7 % en Bolivie et 0,6 % au Paraguay). Ce sont les pays avec un PIB par habitant plus faible et, de manière générale, avec une forte pauvreté, une faible assistance scolaire et une présence de travail des enfants.

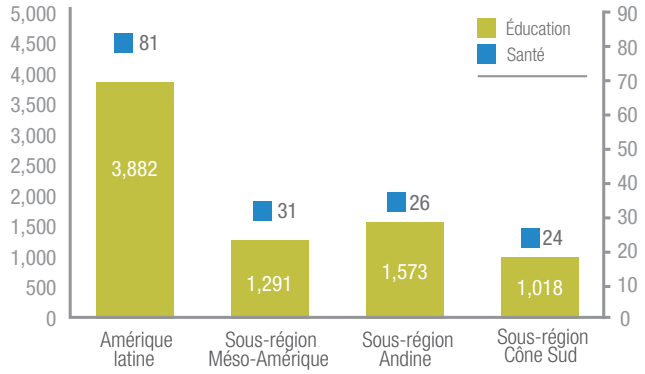
Bénéfices d'éliminer le travail des enfants :

Une population mieux éduquée et en meilleure santé

Étant donné que les bénéfices d'améliorer la qualité et la quantité de l'offre éducative se traduisent en plus de garçons, filles et adolescents à l'école et moins en situation de travail des enfants, on estime que **les pays se verraient bénéficiés avec une population plus éduquée et compétente, ce qui augmenterait les revenus de l'emploi.**

Ainsi, selon les estimations, la région Amérique latine et les Caraïbes commencerait à percevoir les bénéfices de son investissement à partir de l'année 2019, avec un flux net de revenus annuels moyens de 3,882 milliards de dollars dans les pays, avec des différences au sein des sous-régions : 1,291 milliards de dollars dans la sous-région Méso-Amérique ; 1,573 milliard de dollars dans la sous-région Andine et 1,018 milliard de dollars dans la sous-région du Cône Sud.

Bénéfices d'éliminer le travail des enfants : ÉDUCATION ET SANTÉ (Milliards d'USD)



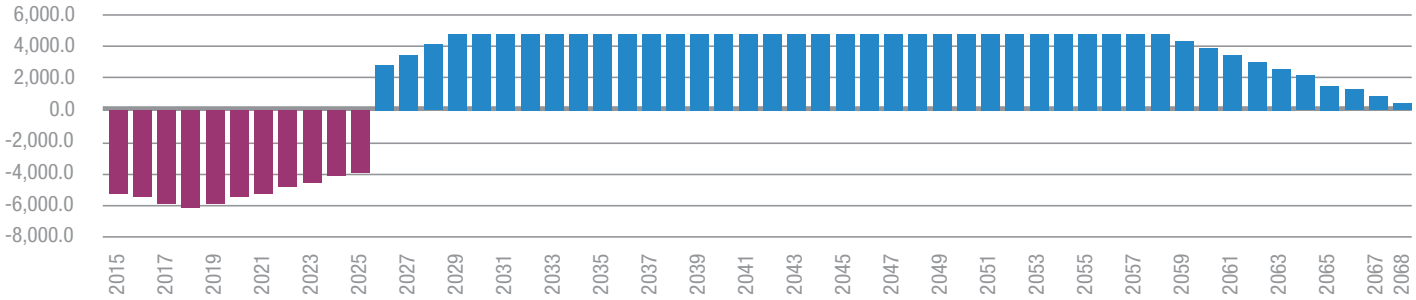
Source : élaboration propre de l'OIT à partir des résultats de l'étude.

[4] Les pires formes de travail des enfants sont définies par la Convention OIT numéro 182 (1999) : a) toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés ; b) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ; c) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes ; d) les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.

Coût versus bénéfices :

Le retour sur investissement dans l'enfance est positif

Bénéfices nets estimés pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2015-2068)



Source : élaboration propre de l'OIT à partir des résultats de l'étude.

–

Les chiffres négatifs correspondent à la première période de mise en œuvre, pendant laquelle il y aura de forts déboursements liés aux coûts des investissements en éducation, transferts conditionnés et interventions directes pour prendre en charge le travail des enfants.

+

Le retour sur investissement est très positif dans un flux temps de 43 ans au minimum, et les bénéfices commenceront à être supérieurs aux coûts à partir de la dixième année d'investissement.

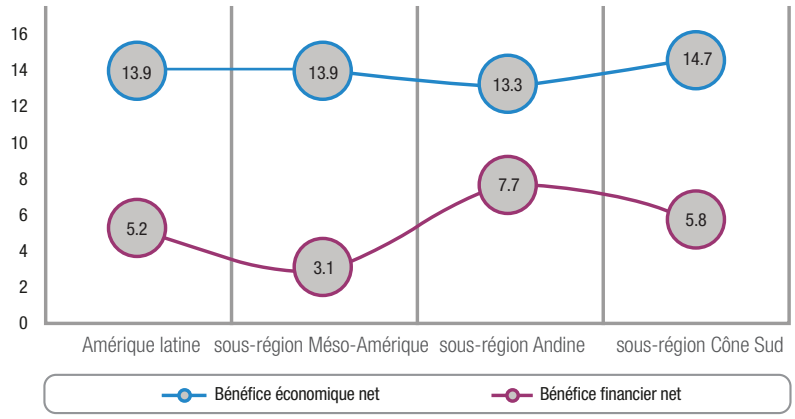
Quant à la méthodologie de mise en œuvre, les pays commenceront à augmenter les revenus de l'emploi d'ici à 2025, lesquels seront encore inférieurs aux coûts. Ce flux de revenus se maintient pendant 40 ans, comme on peut l'apprécier dans le graphique d'en haut, ce qui montre la caractéristique typique des retours en capital humain (retours futurs).

Si on analyse le détail, on peut voir que le bénéfice économique net (sans coûts financiers) montre des taux de retour très satisfaisants, en général, supérieurs à 13 %, les meilleurs se trouvant dans la sous-région Cône Sud (15 %). Cependant, si on incorpore les transferts monétaires conditionnés, qui comme on l'a vu représentent le cout le plus élevé de la proposition, le taux de retour se réduit significativement dans tous les pays, en atteignant un 5 % en moyenne pour la région.

L'étude sur les coûts et bénéfices de mettre en œuvre un programme pour l'élimination du travail des enfants a démontré qu'il ne représente pas une dépense, mais qu'il est un investissement et en tant que tel il apportera d'importants bénéfices, aussi bien économiques que sociaux aux pays de la région.

Les taux de retour sont positifs pour les pays, car les bénéfices qui dérivent des investissements proposés dépassent largement les coûts pour les Gouvernements et les familles.

Taux de retour (%)[5]



Source : élaboration propre de l'OIT à partir des résultats de l'étude.

Même avec les taux de retour les plus faibles, l'élimination du travail des enfants est très bénéfique pour les pays.

[5] Les bénéfices économiques nets sont les bénéfices sans compter le programme de transferts ; et les bénéfices financiers nets sont les bénéfices en considérant le programme de transferts.

Une politique publique de promotion du capital humain dans l'enfance permettra un flux de bénéfices et davantage de revenus pour chaque pays à long terme : les garçons, filles et adolescents qui grandissent loin du travail des enfants seront en meilleure santé et auront de meilleures compétences pour exercer un travail décent. Il existe en plus d'autres bénéfices qui ne sont pas considérés explicitement, comme une meilleure éducation pour toute la population, le soulagement de la pauvreté qu'apporteraient les programmes de transferts d'argent, lesquels bénéficient non seulement les garçons, filles et adolescents qui travaillent, mais aussi ceux qui ne travaillent pas.

2025:
Amérique latine et les Caraïbes sans travail des enfants

La tâche nous revient, à toutes et à tous!

Les Gouvernements doivent mettre en œuvre des politiques plus agressives pour intégrer l'éducation, le développement social, la santé, le travail et l'économie, et qui combinent en plus le caractère universel avec la focalisation là où se concentre principalement le travail dangereux.

Les entreprises et le secteur privé doivent s'atteler activement à cet objectif, notamment en ce qui concerne leurs chaines de valeur.

Les syndicats doivent renforcer leur capacité de négociation et leur droit de regard.

La société dans son ensemble doit travailler pour réduire la tolérance et la permissivité sociale.

Bureau
international
du Travail

Rejoignez l'OIT et contribuez à construire une Amérique latine et les Caraïbes sans travail des enfants

Apprenez davantage sur le travail des enfants sur :
Système d'information régional sur le travail des enfants - SIRTI
www.lim.ilo.org/ipec

Retrouvez-nous sur Facebook
Red Latinoamericana contra el Trabajo Infantil

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Programme international pour l'élimination du travail des enfants

Av. Las Flores 275 San Isidro
Lima 27, Pérou
Tél +511 615 0388
sirti_oit@ilo.org

GOBIERNO DE ESPAÑA
MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACIÓN
cooperación española
JUNTA DE ANDALUCIA
PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE